

DESIGNATION DE L'ASSOCIATION

ASSOCIATION EGLISE DESTINEE

Rés. Les Manguiers - Bat C
8 Bis Rue Mahatma Gandhi
97419 LA POSSESSION

RAPPORTS d' AUDIT REUNION SARL

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

ASSOCIATION EGLISE DESTINEE

**RES LES MANGUIERS – BAT C
8 BIS RUE MAHATMA GANDHI
97419 LA POSSESSION**

=====

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2024**



S.A.R.L. au Capital de 55 000 Euros
RCS de Saint-Denis 92B670
SIRET 389 428 970 00054
Rés Les Dunes – Apt 1
132, Bd du Front de Mer – 97460 Saint-Paul
Téléphone : 0262 59 59 70
E-mail : auditreunion@dussaux.re



**commissaire
aux comptes**

ASSOCIATION EGLISE DESTINEE

RES LES MANGUIERS – BAT C

8 BIS RUE MAHATMA GANDHI

97419 LA POSSESSION

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE STATUANT SUR LES COMPTES DE
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Eglise Destinée relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



S.A.R.L. au Capital de 55 000 Euros
RCS de Saint-Denis 92B670
SIRET 389 428 970 00054
Rés Les Dunes – Apt 1
132, Bd du Front de Mer – 97460 Saint-Paul
Téléphone : 0262 59 59 70
E-mail : auditreunion@dussaux.re



**commissaire
aux comptes**

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de Déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicable en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de celle-ci, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Paul,
Le 28 Mars 2025

AUDIT REUNION SARL
La Commissaire aux Comptes,



Corinne DUSSAUX

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	12 657	9 111	3 546	4 531
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	32 097	20 657	11 440	11 493
Immobilisations financières				
<i>Autres immobilisations financières</i>	21 000		21 000	21 000
Total I	65 754	29 769	35 986	37 023
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	141		141	1 000
Créances				
<i>Autres créances</i>	430		430	412
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	132 099		132 099	70 601
<i>Charges constatés d'avance</i>	3 976		3 976	4 134
Total II	136 646		136 646	76 147
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	202 400	29 769	172 632	113 170
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	102 717	66 138
Excédent ou déficit de l'exercice	61 833	36 579
Situation nette (sous-total)	164 549	102 717
Total I	164 549	102 717
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	116	1 875
Total II	116	1 875
PROVISIONS		
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	28	25
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 044	7 694
Dettes fiscales et sociales	895	860
Total IV	7 967	8 579
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	172 632	113 170
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	7 967	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	28	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	1 000	
Produits de tiers financeurs		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	258 423	234 291
<i>Dont Dons manuels</i>	258 423	234 291
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges		1 215
Utilisation des fonds dédiés	1 759	1 990
Autres produits	241	3
Total I	261 423	237 498
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	120 905	125 105
Aides financières	2 000	2 300
Charges sociales	66 725	62 505
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 951	7 350
Autres charges	4 952	4 430
Total II	201 533	201 690
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	59 890	35 808
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	1 943	770
Total III	1 943	770
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 943	770

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	61 833	36 579
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Total des produits (I+III+V)	263 366	238 268
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	201 533	201 690
EXCEDENT OU DEFICIT	61 833	36 579

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : EGLISE DESTINEE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 172 632 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 61 833 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association dénommée Église Destinée fondé entre les adhérents en date du 26 mai 2019, est régie par la loi du 9 Décembre 1905 relative aux Associations cultuelles et le décret du 16 Mars 1906.

Elle a un objet exclusivement cultuel, en application de l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905, et conformément à l'article 3 de ses propres statuts, l'association a pour objet d'assurer l'exercice public et l'entretien du culte.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

L'association Eglise Destinée a obtenu sa qualité culturelle à compter du 05 juillet 2023 pour une durée de 5 années.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	12 245	412		12 657
- Instal.générales, agencements aménagements divers	6 639			6 639
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 957	5 501		25 458
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	38 841	5 913		44 754
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	21 000			21 000
Immobilisations financières	21 000			21 000
ACTIF IMMOBILISE	59 841	5 913		65 754

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		5 913		5 913
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		5 913		5 913
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	7 714	1 397		9 111
- Instal.générales, agencements aménagements divers	2 297	1 062		3 360
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 806	4 491		17 298
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	22 818	6 951		29 769
ACTIF IMMOBILISE	22 818	6 951		29 769

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 25 406 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	21 000		21 000
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	430	430	
Charges constatées d'avance	3 976	3 976	
Total	25 406	4 406	21 000
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Organismes sociaux produits à recev	208
Total	208

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	66 138	36 579			102 717
Excédent ou déficit de l'exercice	36 579	-36 579	61 833		61 833
Situation nette	102 717		61 833		164 549
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	102 717		61 833		164 549

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 7 967 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	28	28		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 044	7 044		
Dettes fiscales et sociales	895	895		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	7 967	7 967		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs factures à recevoir	6 449
Intérêts courus à payer	28
Total	6 476

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	3 976		
Total	3 976		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 5 696 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	74 556	69 663
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total	74 556	69 663
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	74 556	69 663
Total	74 556	69 663

BENEVOLAT

(Cf. article 24.4 du décret du 29 novembre 1983)

(Règlement n°2018-06 du 05 décembre 2018)

L'estimation des heures de bénévolat a été effectuée sur la base de l'engagement des bénévoles qui consacrent plusieurs heures par semaine aux actions menées au sein de l'Eglise Destinée.

Cette estimation fait ressortir un nombre d'heures de bénévolat de 5 920 heures qui ont été valorisées au smic horaire moyen sur l'année 2024, charges sociales et fiscales comprises.

Smic horaire moyen sur l'année 2024 : 11.77 €

Taux de Charges sociales et fiscales : 7%

Valorisation des contributions volontaires des bénévoles : 74 555.89 €

Donations

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
BATIR LA MAISO	1 875	1 875	1 759			116	
Total	1 875	1 875	1 759			116	

Autres informations

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
EMPLOIS PAR DESTINATION		
1 - Missions sociales		
1.1 Réalisées en France		
- Actions réalisées par l'organisme		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France		
1.2. Réalisées à l'étranger		
- Actions réalisées par l'organisme		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France		
2 - Frais de recherche de fonds		
2.1. Frais d'appel à la générosité du public		
2.2. Frais de recherche d'autres ressources		
3 - Frais de fonctionnement		
Total des emplois		
4 - Dotations aux provisions et dépréciations		
5 - Reports en fonds dédiés de l'exercice		
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	261 607	235 064
Total	261 607	235 064
RESSOURCES PAR ORIGINE		
1 - Ressources liées à la générosité du public		
1.1 Cotisations sans contrepartie		
1.2 Dons, legs et mécénats		
- Dons manuels	258 423	234 291
- Legs, donations et assurances-vie		
- Mécénats		
1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	3 184	773
Total des ressources	261 607	235 064
2 - Reprises sur provisions et dépréciations		
3 - Utilisations des fonds dédiés de l'exercice		
DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
Total	261 607	235 064

Autres informations

Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger

ETAT DU CONTRIBUTEUR	Date de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
BELGIQUE	30/01/2024	Personne physique	Don	Direct	Virt bancaire	50
	05/03/2024	Personne physique	Don	Direct	Virt bancaire	50
	07/05/2024	Personne physique	Don	Direct	Virt bancaire	50
	10/06/2024	Personne physique	Don	Direct	Virt bancaire	50
	01/07/2024	Personne physique	Don	Direct	Virt bancaire	50
	15/08/2024	Personne physique	Don	Direct	Virt bancaire	50
	04/09/2024	Personne physique	Don	Direct	Virt bancaire	50
	14/10/2024	Personne physique	Don	Direct	Virt bancaire	50
	04/11/2024	Personne physique	Don	Direct	Virt bancaire	50
	12/12/2024	Personne physique	Don	Direct	Virt bancaire	50
						500